

Luxembourg, le 26 octobre 2009

Objet: Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 28 novembre 2003 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes oléagineuses et à fibres (3558TAN).

*Saisine : Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(14 octobre 2009)*

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

L'objet du projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 28 novembre 2003 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes oléagineuses et à fibres, qui trouve sa base légale dans la loi du 18 mars 2008 sur la commercialisation des semences et plants ainsi que sur la coexistence des cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques, est de transposer une partie de la directive 2008/62/CE de la Commission du 20 juin 2008 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés (ci-après dénommée la « Directive 2008/62/CE »).

La transposition s'opère par la modification du règlement grand-ducal modifié du 28 novembre 2003 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de plantes oléagineuses et à fibres (ci-après dénommé le « Règlement »).

La Chambre de Commerce relève que l'article 1^{er} (2) du projet de règlement grand-ducal sous avis qui vise à introduire un article 5 bis dans le Règlement contient une dérogation à l'article 6, paragraphe 1 dudit Règlement. Une lecture cohérente du Règlement requiert que l'exception figure après le principe relatif aux exigences de certification détaillées à l'article 6, paragraphe 1. La Chambre de Commerce propose dès lors de renuméroter l'article 5bis projeté en article **6 bis**.

La Chambre de Commerce recommande pour des raisons de précision et de transposition conforme de modifier le point 4. de l'article 5 bis projeté pour adopter le libellé exact de la disposition transposée de la Directive 2008/62/CE, en l'occurrence l'article 11, tout en opérant un renvoi aux dispositions communautaires pour plus de clarté en ce qui concerne la procédure à suivre, et d'amender par conséquent le texte comme suit «en tenant compte **des** informations provenant des autorités responsables pour les ressources phytogénétiques ou d'organisations reconnues à cette fin par les Etats membres¹. Toutefois, les semences produites dans ces régions **supplémentaires** ne peuvent être utilisées que dans les régions d'origine. Les

¹ Les mots « de l'Union européenne » ne figurent pas dans la Directive 2008/62/CE qui plus est, est un texte d'intérêt général pour l'Espace Economique Européen.

régions supplémentaires dans lesquelles sont produites les semences de variétés de conservation sont communiquées à la Commission européenne et aux autres Etats membres pour accord **conformément aux dispositions communautaires** ».

Au paragraphe 5 du même article, la Chambre de Commerce relève une répétition qu'il y a lieu de supprimer : « *Des analyses sont réalisées pour vérifier que les semences de variétés de conservation satisfont aux exigences relatives à la certification fixées au paragraphe 3.* »

Finalement, au paragraphe 6 de cet article, la Chambre de Commerce recommande d'adopter le même libellé dans tous les règlements concernés par la transposition de la Directive 2008/62/CE² selon lequel « *Aux fins des analyses visées au paragraphe 5, les échantillons sont prélevés sur des lots homogènes. Les règles relatives au poids des lots et au poids des échantillons, telles que prévues à l'article 11, **point 2**, s'appliquent* » et d'ajouter cette partie de phrase au paragraphe 6 du texte projeté.

Comme suite logique du commentaire développé au sujet de la numérotation de l'article 5 bis en 6 bis, les articles 5 ter et 5 quater sont à renuméroter en articles **6 ter** et **6 quater**.

Pour terminer, la Chambre de Commerce déplore encore le non respect du délai de transposition, l'article 23 de la Directive 2008/62/CE disposant que «*Les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 30 juin 2009.*».

* * *

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure de marquer son accord au projet de règlement grand-ducal sous avis sous réserve de ses observations.

TAN/BCO

² Notamment le projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 juin 2000 fixant les conditions de commercialisation, de production et de certification des semences de céréales.